



Analyse du climat des affaires dans les PMA

Conclusions principales

Mars 2023



A powerful
and balanced
voice for business

Conclusions principales

Dans toutes les économies du monde, le secteur privé constitue le moteur par excellence de la croissance, de l'innovation et de la création d'emplois, contribuant ainsi à plus de justice économique et sociale et à une meilleure intégration, ainsi qu'à une plus grande stabilité politique.

L'Agenda 2030 et le rapport du Secrétaire général, « Notre programme commun », mettent en évidence l'importance du secteur privé et entérinent le fait que l'emploi et la prospérité ne sauraient être possibles sans l'engagement d'entreprises de toute taille et actives dans tous les secteurs. Toutefois, dans pays les moins avancés (PMA), elles évoluent souvent dans des environnements difficiles, marqué par un manque ou une faible qualité des infrastructures et des services, où l'État de droit reste à mettre pleinement en œuvre et la corruption est une donnée récurrente. Si l'on souhaite mener à bien la transformation des économies des PMA afin d'atteindre les objectifs de développement durable (ODD), l'effort à fournir par les gouvernements pour mettre en place des environnements stables et porteurs est un facteur crucial, tout comme l'est la participation du monde des entreprises, de leurs dirigeants, de leurs organisations et d'autres parties prenantes en vue de la détermination de la feuille de route qui nous conduira de l'avant. Au niveau des pays, cette inclusion se traduit par l'association des fédérations d'employeurs aux processus des Nations Unies tels que les Cadres de coopération, les Bilans communs de pays et les Examens nationaux volontaires. Leur inclusion dans ces processus permettra que leurs idées innovantes, leur expertise en sciences et en technologies et leurs informations basées sur des données factuelles soient entendues dans les travaux des Nations Unies pour faire avancer l'Agenda 2030 au niveau des différents pays.

L'Organisation internationale des Employeurs (OIE) est le plus important réseau mondial du secteur privé. Elle regroupe plus de 151 organisations d'employeurs et d'entreprises dans 142 pays, représentant plus de 50 millions d'entreprises. Les membres de l'OIE sont des organisations d'employeurs et d'entreprises indépendantes ; elles font entendre la voix des entreprises de leurs pays respectifs et viennent en soutien à un environnement propice au développement d'entreprises de toute taille. Les organisations d'employeurs et d'entreprises (OE) représentent des entreprises durables, acteurs essentiels au cœur de toute stratégie visant à la création d'emplois et à l'amélioration des niveaux de vie. Les OE jouent un rôle déterminant dans la promotion d'un environnement favorable à la création d'emplois et de prospérité, au bénéfice de l'ensemble de la société. Leurs efforts de plaidoyer auprès des gouvernements et d'autres parties prenantes, de même que les services qu'elles rendent à leurs membres, sont des facteurs clé pour la croissance, la résilience et la durabilité des entreprises grandes et petites.

Dans son Rapport de 2021 sur les PMA, la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a indiqué que les cadres politiques actuels, nationaux et internationaux, doivent encore produire pleinement leurs effets pour aider la majorité des PMA à faire face à leurs principaux défis en matière

de développement. Par ailleurs, la crise économique induite par la pandémie du Covid-19 est venue peser sur les efforts de croissance économique des PMA qui s'étaient centrés sur un objectif de développement de leurs exportations ou dont l'économie est dépendante de l'importation de produits de base. Plus de 80 % des 25 PMA analysés dans ce rapport sont en situation de forte dépendance pour leurs produits de base (comptant pour plus de 60 % de leur PIB). Par ailleurs, les 25 PMA passés en revue dans ce rapport ont dû affronter une inflation importante, bien au-delà de la moyenne mondiale de 3,8 %.

C'est pourquoi la transformation structurelle des économies des PMA reste un défi de taille dans la poursuite de la résilience économique et sociale exposée dans les ODD. Cette transformation structurelle implique impérativement un renforcement des capacités institutionnelles, une augmentation des capacités productives, une plus grande diversification et des gains de productivité, ainsi qu'une formalisation accrue des unités de production et de l'emploi. Ce faisant, il importe de donner la priorité à une mise à profit des investissements intérieurs et étrangers et des transferts d'expertise technique dans un changement de paradigme qui va au-delà de l'allègement de la dette et de l'aide au développement venant des États. Au centre de la démarche, il faut en effet placer la volonté de construire un secteur privé dynamique et productif.

Dans la majorité des PMA, l'environnement de l'entreprise reste marqué par une série d'entraves : manque de main-d'œuvre qualifiée, nécessaire pour stimuler la croissance économique, développer le capital humain et accroître la compétitivité au plan mondial ; règles fiscales peu claires ; procédures administratives excessivement lourdes et concurrentes ; manque de fiabilité des infrastructures sociales et physiques ; difficulté d'accès au financement et aux devises étrangères ; cadres légaux et régimes de travail mal conçus et peu adéquats. Pour transformer les économies des PMA de façon à atteindre les objectifs de développement durable, il est essentiel que les gouvernements et les institutions internationales associent les dirigeants d'entreprises de ces pays à la détermination de la feuille de route traçant la voie à suivre. Les gouvernements des PMA se doivent de donner priorité aux activités capables de générer une croissance économique durable et de créer des emplois décents, en soutenant l'entrepreneuriat, en réduisant la pauvreté et en promouvant l'inclusion sociale.

Ce rapport vise à passer en revue les défis et les obstacles présents dans le paysage de l'entreprise dans les PMA et à fournir, pour chaque pays, des recommandations détaillées sur la manière de surmonter ces difficultés. Le rapport examine ainsi les principaux problèmes qui font barrage au développement économique, les obstacles rencontrés par les employeurs lors de la création, du maintien et de l'expansion de leur activité ainsi que les besoins concrets des employeurs sur le terrain, et propose des recommandations de changements nécessaires pour un cadre politique et législatif adéquat. L'analyse se nourrit à la fois de la recherche et d'entretiens en profondeur et d'enquêtes auprès de dirigeants d'entreprises et de hauts responsables d'associations représentatives du secteur privé dans 25 pays. Les informations qui y sont reprises se trouvent au plus près de la réalité de la conduite des affaires dans les 25 PMA analysés.

On trouvera dans ce rapport :

- Des analyses de tendances et d'obstacles à la création, la formalisation et le développement d'entreprises dans les PMA.
- Une évaluation du système de travail de chaque PMA, avec une identification de ses faiblesses.
- Une évaluation des besoins et attentes du secteur privé dans les PMA en vue de la mise en place d'un climat plus favorable à l'entreprise.
- Des recommandations spécifiques en vue d'une amélioration du climat des affaires dans les PMA.
- Des cas exemplaires d'opportunités pour une contribution positive du secteur privé.

Ce rapport ne présente pas de recommandations génériques qui vaudraient pour l'ensemble des 25 pays analysés. En effet, chaque pays est différent et marqué par ses propres particularités. Toutefois, il est possible de formuler quelques importantes recommandations générales, qui mettent clairement en évidence les besoins urgents énumérés ci-après :

- Poursuivre le développement du capital humain, de façon à éviter l'inadéquation des compétences dans les systèmes de travail et stimuler l'esprit d'entreprise.
- Améliorer le secteur financier local en vue d'une plus grande mobilisation des ressources et une amélioration des services comptables, du crédit bancaire et de l'accès au financement.
- S'attaquer à des secteurs informels d'assez grande taille par des méthodes d'enregistrement et des outils numériques.
- Promouvoir la croissance, la diversification et la compétitivité des industries locales par des investissements intérieurs et internationaux.
- Renforcer et étendre les développements infrastructurels afin d'améliorer la connectivité numérique.
- Améliorer la transparence et la communication entre les organismes publics et les ministères de façon à prévenir l'existence de politiques et de réglementations divergentes, voire opposées.
- Mettre en œuvre en pratique la bonne gouvernance et le dialogue social entre parties prenantes afin d'œuvrer ensemble à une amélioration du climat d'entreprise.

Ces recommandations sont détaillées dans l'examen de chaque pays distinct.

*Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne.
Son contenu relève de la seule responsabilité de l'Organisation Internationale des
Employeurs (OIE) et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne.*



**Cofinancé par
l'Union européenne**



A powerful
and balanced
voice for business

Avenue Louis-Casari 71 – CH-1216 Genève
T +41 22 929 00 00 F +41 22 929 00 01
ioe@ioe-emp.com • ioe-emp.org

© IOE 2023